

Voter SUD Éducation, c'est garder dans les instances administratives notre dynamisme et notre radicalité. SUD Education est un syndicat de terrain qui soutient les luttes et défend, sur leur lieu de travail, tous les personnels du secteur de l'éducation, de la maternelle à l'université : agents techniques, administratifs, personnels santé sociaux ou de vie scolaire, enseignants, qu'ils soient précaires ou titulaires. Notre discours sans compromis, anticapitaliste, anti-hiérarchique et intercatégoriel doit continuer de siffler aux oreilles de nos chefs et alimenter les débats dans les établissements.

Exprimer son refus du poids de la hiérarchie

Nous voulons une école autogérée et la suppression du fichage généralisé (Base Elèves, SCONET, ENT...) des élèves et du personnel.

Nous refusons la gestion managériale qui accroît la souffrance au travail et divise les personnels.

La titularisation de tous, sans condition de concours ni de nationalité

Nous luttons contre toutes les mesures prises par les gouvernements successifs (décentralisation, mastérisation...) qui ont abouti à toujours plus de flexibilité et à une multiplication des contrats précaires (CUI, AED, contractuels...).

Elections professionnelles



Du 27 novembre au 4 décembre 2014

Dénoncer la politique de casse du service public au profit d'une privatisation généralisée

Nous nous opposons aux suppressions de postes et à l'externalisation de nombreuses tâches (cantine privée, ménage...). Nous réclamons la création de postes à la hauteur des besoins réels, ainsi qu'un véritable système de remplacement. Nous luttons contre la réforme actuelle des rythmes scolaires.

Nos ambitions

Le respect et l'épanouissement de tous les élèves et tous les personnels.

La construction d'une autre Ecole: égalitaire, laïque, émancipatrice, gratuite, polytechnique et polyvalente.

La scolarisation de tous les élèves y compris les enfants de parents sans-papiers et tziganes.

Notre action syndicale pour une autre société :

- L'éradication de la précarité et du chômage
- La réduction du temps de travail
- Le partage égalitaire des richesses
- La régularisation de tous les sans-papiers